

**AUPRÈS DE LA CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE
DES CHAMBRES EXTRAORDINAIRES AU SEIN DES TRIBUNAUX
CAMBODGIENS**

Dépôt

Dossier n° : 002/19-09-2007-ECCC/TC

Partie déposante : M. KHIEU Samphan

Déposé auprès de : La Chambre de première instance

Langue originale : FRANÇAIS

Date du document : 3 mars 2011

ឯកសារដើម	
ORIGINAL DOCUMENT/DOCUMENT ORIGINAL	
ថ្ងៃ ខែ ឆ្នាំ ទទួល (Date of receipt/Date de réception):	
03 / 03 / 2011	
ម៉ោង (Time/Heure): 15 : 10	
មន្ត្រីទទួលបន្ទុកសំណុំរឿង/Case File Officer/L'agent chargé	
du dossier: SAMRADA	

Classement

Classement suggéré par la partie déposante : PUBLIC

សាធារណៈ / Public

Classement arrêté par la Chambre de première instance :

Statut du classement :

Réexamen du classement provisoire :

Nom du fonctionnaire du service des dossiers et archives :

Signature:

**APPEL DE LA DÉCISION RELATIVE À LA DEMANDE DE REMISE EN LIBERTÉ
IMMÉDIATE**

Déposée par:

Me SA Sovan

Me Jacques VERGÈS

Me Philippe GRÉCIANO

A l'attention de:

La Chambre de la Cour Suprême

M. KONG Srim

M. Motoo NOGUCHI

M. SOM Sereyvuth

Auprès de :

La Chambre de première instance

Mme Agnieszka KLONOWIECKA-MILART

M. NIL Nonn

M. SIN Rith

Mme Silvia CARTWRIGHT

M. Chandra Nihal JAYASINGHE

M. THOU Mony

M. YA Narin

M. Jean-Marc LAVERGNE

M. YA Sokhan

PLAISE À LA CHAMBRE DE LA COUR SUPRÊME

1. Le 18 janvier 2011, M. KHIEU Samphan demandait sa mise en liberté (« la Demande ») en vertu de la Règle 82 3) du Règlement Intérieur (« le Règlement »).¹
2. Par décision en date du 16 février 2011, la Chambre de première instance rejetait cette demande (« la Décision »).²
3. M. KHIEU Samphan interjette appel en application de l'article 36 de la Loi portant création des CETC et des Règles 104 b), 105 2), 106 2) 3) 4), et 107 2) du Règlement.³
4. La Chambre de première instance (« la Chambre ») a commis des erreurs de droit qui invalident sa Décision, ainsi que des erreurs manifestes d'appréciation qui ont entraîné un grave préjudice pour l'Appelant.

I - INTERPRÉTATION ERRONÉE DE LA RÈGLE 68 3)

5. La Chambre de première instance a estimé que le maintien en détention de M. KHIEU Samphan était juridiquement fondé.⁴ Selon elle, l'Appelant fait une « lecture erronée » de la Règle 68 3), la période de quatre mois prévue par cette disposition ayant commencé à courir utilement à compter de la date à laquelle elle a été saisie du dossier.
6. En vérité, la Chambre a intentionnellement dénaturé les propos de M. KHIEU Samphan, et s'est méprise sur les principes juridiques applicables.
7. Contrairement à ce que déclare la Chambre,⁵ l'Appelant n'a jamais affirmé que la Règle 68 3) devait être « lue conjointement avec les articles 305 et 249 du Code de procédure pénale » (« CPP »), et la référence aux dispositions du CPP est pertinente. Il suffit de lire

¹ Demande de mise en liberté en vertu de la règle 82(3) du Règlement, 18 janvier 2011, Doc. n° E18 (« la Demande »).

² Décision relative aux demandes urgentes de remise en liberté immédiate de NUON Chea, KHIEU Samphan et IENG Thirith, 16 février 2011, Doc. n° E50 (« la Décision »).

³ En vertu de la Règle 104 4) b), les décisions rendues sur des questions relatives à la détention provisoire et au contrôle judiciaire, en application de la Règle 82, sont immédiatement susceptibles d'appel.

⁴ Décision, par. 43, p. 18-19.

⁵ Décision, par. 11 et 43, p. 5 et 18.

honnêtement et entièrement la Demande de mise en liberté et les comptes-rendus d'audience pour le comprendre.⁶

8. La position de M. KHIEU Samphan est limpide : a) la Règle 68 3) est claire, le point de départ du délai est la signification de l'ordonnance de clôture ; b) cette interprétation est *confortée* par la lecture des dispositions pertinentes du CPP cambodgien, et partagée par les co-procureurs ; c) s'il devait par extraordinaire subsister un doute sur l'interprétation de la Règle, celui-ci devrait évidemment bénéficier à l'Accusé.

9. La Chambre de la Cour Suprême constatera que les premiers juges, en plus d'avoir dénaturé les propos de l'Appelant, ont refusé de prendre en compte des arguments essentiels qui leur ont été présentés et n'ont pas motivé leurs conclusions y afférentes.

10. La Chambre de première instance a simplement ignoré ce qui a toujours été la position des co-procureurs, et sur laquelle ils sont revenus sans aucune justification au cours de l'audience : le point de départ du délai de quatre mois est la date de la **signification** de l'ordonnance de clôture.⁷

11. En outre, la Chambre a totalement ignoré le droit à la sécurité juridique soulevé par l'Appelant,⁸ consacré par la Règle 21 du Règlement, aux termes de laquelle les règles doivent être interprétées de manière à toujours protéger ses intérêts.

12. Par ailleurs, la Chambre s'est méprise sur les principes juridiques applicables. Elle a commis une **erreur de droit** en estimant que la prolongation de la détention par les co-juges d'instruction en vertu de la Règle 68 3) était d'une durée de quatre mois à partir de sa saisine. Son interprétation est dénuée de tout fondement juridique.

⁶ La Demande, par. 1 à 28 ; La Demande, par. 25 : « Cette interprétation est par ailleurs renforcée par l'article 305 du code de procédure pénale cambodgien ». A titre comparatif et indicatif voir l'article 305 du Code de procédure pénale cambodgien ; Voir également la version *khmère* de la transcription d'audience du 31 janvier 2011, Doc. n° E1/1.1, 00642442, p. 28, lignes 15 à 18.

⁷ Réponse des co-procureurs à la demande de mise en liberté provisoire de NUON Chea, 13 septembre 2010, Doc. n° C65/2, par. 11. La version originale est très claire : « It [la Règle 68] provides that the issuance of a Closing Order “puts an end” to the prior provisional detention, but authorizes the Co-Investigating Judges in the Closing Order to “maintain the Accused in Provisional Detention” for a period of four months. The four-month detention period is the same time period provided to the Pre-Trial Chamber in rule 68(2) to decide any appeals of the Closing Order, and is clearly intended to provide an additional period of detention following an indictment that allows sufficient time for appeals to be resolved and for the Accused to be brought before the Trial Chamber. Rule 68(3) expressly provides that any such decision by the Co-Investigating Judges in a Closing Order to detain an Accused “shall cease to have any effect after 4 (four) months unless the Accused is brought before the Trial Chamber within that time. (non souligné dans l'original) (note de bas de page omise) ».

⁸ La Demande, par. 21 ; Transcription d'audience du 31 janvier 2011 – demande de mise en liberté NUON Chea, KHIEU Samphan, IENG Thirith PUBLIC, Doc. n° E1/1.1.

13. En effet, la Règle 68 3) est univoque : « [e]n tout état de cause, la décision des co-juges d'instruction (...) de maintenir l'accusé en détention provisoire (...) cesse de produire effet à l'expiration d'un délai de 4 (quatre) mois, à moins que l'accusé ne comparaisse devant la Chambre de première instance avant la fin de ce délai ».

14. La saisine de la Chambre de première instance n'est à **aucun moment** évoquée la Règle 68, et encore moins comme déclenchant le délai de quatre mois. Elle précise seulement que l'accusé doit comparaître devant la Chambre de première instance avant la fin de ce délai.

15. Le point de départ du délai de quatre mois est donc la notification de l'Ordonnance de clôture le 16 septembre 2010, et non la saisine de la Chambre de première instance, le 14 janvier 2011. Le délai a donc expiré le 16 janvier 2011, dans la mesure où la Chambre devait faire comparaître M. KHIEU Samphan, ce qu'elle n'a pas fait par manque de diligence. Elle ne peut maintenant se retrancher derrière une interprétation soi-disant erronée de la Règle 68 3) par l'Appelant pour justifier son maintien arbitraire en détention.

16. L'erreur de droit commise par la Chambre est flagrante et invalide sa Décision : à défaut de base légale, l'Appelant ne peut être maintenu en détention.

II – JUSTIFICATION ERRONÉE DU MAINTIEN EN DÉTENTION

17. Après examen de la situation de l'Appelant, la Chambre de première instance considère que « la lourde peine encourue par KHIEU Samphan s'il était reconnu coupable est de nature à l'inciter à prendre la fuite une fois remis en liberté, ce qui rend nécessaire son maintien en détention pour garantir qu'il reste à la disposition de la justice ».⁹ Abandonnant les justifications du maintien en détention précédemment retenues par les co-juges d'instruction et la Chambre préliminaire, et rejetant les autres arguments présentés par les co-procureurs, la Chambre a donc ordonné le maintien en détention de l'Appelant en application de la **seule** Règle 63 3) b) iii) du Règlement.

18. Ce faisant, la Chambre de première instance a commis une **erreur de droit**, en ce qu'elle s'est manifestement méprise sur les principes juridiques applicables dans l'exercice de son pouvoir discrétionnaire.

⁹ Décision, par. 40, p. 17.

19. En effet, notamment au regard de la présomption d'innocence, la lourdeur de la peine encourue ne suffit pas **en soi** à justifier le refus de la mise en liberté provisoire ni une période de détention prolongée avant le procès.¹⁰ La jurisprudence internationale est constante sur ce principe.

20. Précisément, la Chambre d'appel du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (« TPIY ») rappelle qu'« il est raisonnable qu'une Chambre de première instance tienne compte de la gravité des infractions reprochées pour déterminer si la perspective d'une longue peine risque d'inciter un accusé à prendre la fuite », mais que « la gravité des accusations ne peut être le seul élément considéré pour statuer sur une demande de mise en liberté provisoire ». Elle souligne qu'« une Chambre de première instance doit prendre en compte la gravité des accusations *en plus* de plusieurs autres éléments » (souligné dans l'original).¹¹

21. S'inspirant directement de la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'homme, le TPIY a jugé que « l'argument de la lourdeur de la peine ne peut pas être évoqué *in abstracto* contre l'accusé dans la mesure où tous les accusés poursuivis devant le Tribunal encourrent une peine lourde s'ils sont reconnus coupables ». ¹²

22. Tous les accusés poursuivis devant les CETC « encourrent une peine lourde s'ils sont reconnus coupables ».

23. En justifiant le maintien en détention de M. KHIEU Samphan sur le **seul** fondement de la lourdeur de la peine encourue, la Chambre s'est donc manifestement méprise sur les principes juridiques applicables. Son erreur invalide la Décision : dans la mesure où la détention n'est justifiée par **aucun autre** critère que celui énoncé par la Règle 63 3) b) iii) du Règlement, l'Appelant doit être mis en liberté.

¹⁰ Voir par exemple TPIY : *Le Procureur c. Haradinaj et al.*, IT-04-84-PT, Décision relative à la demande de la Défense tendant au réexamen des conditions de la mise en liberté provisoire accordée à Ramush Haradinaj le 6 juin 2005, 12 octobre 2005, p. 6.

¹¹ TPIY : *Le Procureur c. Cermak et Markac*, IT-03-73-AR65.1, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté contre la décision de la Chambre de première instance de refuser la mise en liberté provisoire, 2 décembre 2004, par. 25-26 (notes de bas de pages omises) ; Voir également, entre autres : *Le Procureur c. Tolimir et al.*, IT-04-80-AR65.1, Décision relative à l'appel interlocutoire interjeté contre des décisions portant mise en liberté provisoire rendues par la Chambre de première instance, 19 octobre 2005, par. 25 ; *Le Procureur c. Popovic et al.*, IT-05-88-AR65.1, Decision on Interlocutory Appeal of Trial Chamber Decision denying Drago Nikolic's Motion for Provisional Release, 24 janvier 2006, p. 5.

¹² TPIY : *Le Procureur c. Haradinaj et al.*, IT-04-84-PT, Décision relative à la demande de mise en liberté provisoire de Ramush Haradinaj, 6 juin 2005, par. 24, et notes de bas de page 47, 48 et 49.

III – VIOLATION DU DROIT À UN PROCÈS ÉQUITABLE

24. En rendant sa Décision, la Chambre de première instance a commis de graves erreurs affectant irrémédiablement l'équité du procès.

A – Violation du droit à disposer du temps nécessaire à la préparation de sa défense

25. Les juges ont invité les parties à s'exprimer sur les conditions énoncées à la Règle 63 3) du Règlement « au cours de l'audience », alors même que la demande de mise en liberté de la Défense ne reposait pas sur ce fondement juridique.¹³ Ce faisant, la Chambre de première instance a commis une erreur manifeste dans l'appréciation de son pouvoir discrétionnaire, qui a entraîné un grave préjudice pour l'Appelant.

26. En effet, l'Appelant n'a pas bénéficié du temps nécessaire à la préparation de sa défense, l'un de ses droits les plus fondamentaux.¹⁴ Si la Chambre avait au moins avisé la Défense que la question serait abordée au cours de l'audience, celle-ci aurait pu développer et consolider les arguments alors présentés.

27. La Chambre reconnaît que les parties n'ont pas eu assez de temps pour préparer leurs arguments. Cependant, la possibilité de « réparation » du préjudice qu'elle offre n'est pas suffisante.¹⁵ En effet, la Chambre n'exigera pas de la Défense qu'elle démontre une évolution de la situation au cas où elle souhaiterait la saisir d'une nouvelle demande. Cet hypothétique assouplissement de la Règle 82 4) ne saurait de toute évidence compenser la mise en liberté immédiate de l'Appelant.

28. Le préjudice subi par M. KHIEU Samphan est d'autant plus grave que ni les arguments développés sur le tard à l'audience, ni ceux développés dans les précédentes demandes, n'ont même pas été pris en considération par les juges.

B – Défaut de considération des arguments de la Défense et défaut de motivation

29. La Chambre n'a pas motivé sa Décision concernant les arguments soulevés par l'Appelant spécifiques au contrôle judiciaire, et n'a pas statué sur ce point de façon générale alors même qu'elle y était tenue. Ainsi, la Chambre a commis deux erreurs de droit.

¹³ Décision, par. 6, p. 3.

¹⁴ Article 14 3) b) du Pacte International relatif aux droits civils et politiques, article 31 de la Constitution du Royaume du Cambodge, article 13 1) de l'Accord, article 35 (nouveau) de la Loi portant création des CETC, article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

¹⁵ Décision, par. 42, p. 18.

30. D'une part, la Chambre reproche aux accusés un défaut de « précisions apportées à l'audience par la Défense quant à des solutions concrètement envisageables au lieu de la détention ». ¹⁶ Ce reproche n'est absolument pas justifié dans la mesure où elle avait relevé que l'Appelant avait soutenu qu'il existait « d'autres mesures offrant des conditions de sécurité suffisantes ». ¹⁷

31. De surcroît, ces arguments ont été **maintes fois** soutenus à l'audience par l'Appelant, ainsi que dans ses précédentes demandes de mise en liberté, ¹⁸ sans que les juges ne prennent la peine d'expliquer leur raisonnement sur ce point.

32. La Chambre de première instance a donc commis une erreur en n'accordant pas suffisamment de poids aux arguments essentiels de M. KHIEU Samphan, et en ne motivant pas ses conclusions y afférentes.

33. D'autre part, la Chambre reconnaît sa compétence en vertu de la Règle 82 2) du Règlement, qui dispose qu'elle « peut, à tout moment, ordonner la mise en liberté d'un accusé, le cas échéant sous contrôle judiciaire, ou ordonner sa détention en application du présent Règlement ». ¹⁹

34. Or cette Règle impose justement à la Chambre une obligation de se prononcer sur le contrôle judiciaire, la détention étant l'exception (d'autant plus après de nombreuses années de privation de liberté). En l'espèce, force est de constater que les juges ont totalement occulté la possibilité du contrôle judiciaire.

35. A l'instar de la Cour de Cassation française, ²⁰ la Chambre de la Cour Suprême censurera la décision des premiers juges qui prolongent la détention provisoire sans préciser en quoi les garanties offertes par le contrôle judiciaire sont insuffisantes, ne justifiant ainsi pas leur décision.

36. Comme le rappelle la Chambre d'appel du TPIY, une Chambre de première instance doit considérer non seulement **tous** les facteurs pertinents qu'une Chambre raisonnable aurait

¹⁶ Décision, par. 39 à 41, p. 16 à 18.

¹⁷ Décision, par. 13, p. 6.

¹⁸ Transcription d'audience du 31 janvier 2011 – demande de mise en liberté NUON Chea, KHIEU Samphan, IENG Thirith PUBLIC, Doc. n° E1/1.1, 00642848, page 79, ligne 16 et 00642850 et 00642851 p. 81, ligne 25 et p. 82, ligne 1. Voir, par exemple : Objections de la défense concernant la prolongation de la détention provisoire, 14 novembre 2008, Doc. n° C26/3, par. 43.

¹⁹ Décision, par. 21, p. 9 ; non souligné dans l'original.

²⁰ Cour de Cassation, Chambre criminelle, n°97-83.014, 19 août 1997.

examinés avant de rendre une décision sur la liberté provisoire d'un accusé, mais elle doit également donner une opinion **raisonnée** indiquant son point de vue sur ces facteurs pertinents et le poids à leur accorder.²¹

37. En effet, une justice internationale de qualité sait apprécier avec exigence les conditions juridiques d'une remise en liberté possible, sans préjudice de l'ouverture certaine d'un procès de cette nature.

38. La Décision de la Chambre de première instance est donc invalidée par les erreurs de droit qu'elle a commises : le maintien en détention de l'Appelant n'est pas justifié au regard de l'insuffisance du contrôle judiciaire, **qui garantit tout autant le maintien de l'Accusé à la disposition de la justice** (Règle 63 3) b) iii)).

39. En conclusion, les erreurs commises par la Chambre constituent, ensemble ou séparément, un déni de justice et invalident la Décision. M. KHIEU Samphan doit donc être immédiatement mis en liberté.

²¹ TPIY : *Le Procureur c. Popovic et al.*, IT-05-88-AR65.3, Decision on Interlocutory Appeal of Trial Chamber's Decision denying Ljubomir Bovcanin Provisional Release, 1^{er} mars 2007, par. 7 et 13.

PAR CES MOTIFS

40. L'Appelant demande respectueusement à la Chambre de la Cour Suprême :

- D'INFIRMER la Décision en ses dispositions contestées ;
- D'ORDONNER la mise en liberté immédiate de M. KHIEU Samphan ;
- DE CONSTATER la violation du droit à un procès équitable et le grave préjudice subi par M. KHIEU Samphan.

**SOUS TOUTES RÉSERVES,
ET CE SERA JUSTICE**

	Me SA Sovan	Phnom Penh	
	Me Jacques VERGÈS	Paris	
	Me Philippe GRÉCIANO	Paris	
Date	Nom	Lieu	Signature